

Groupes cibles

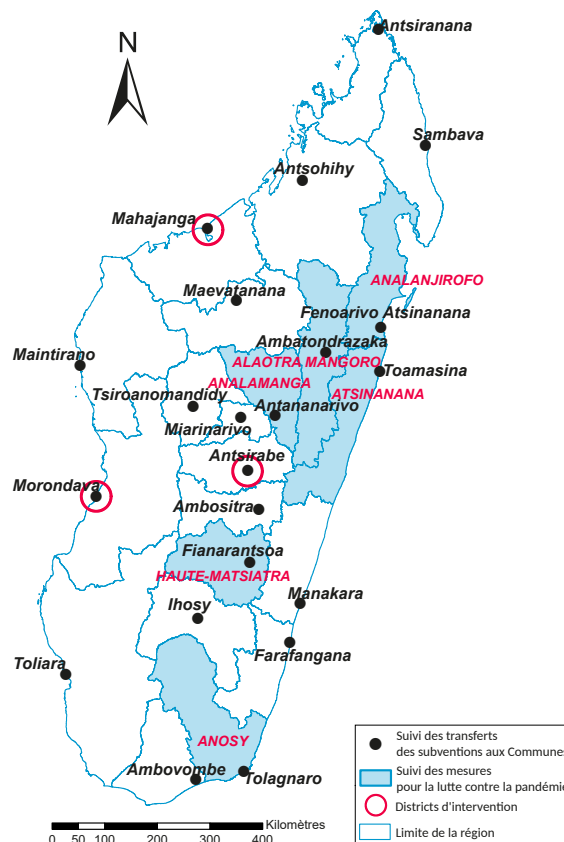
- Les ministères et institutions concernés ont une compréhension et une pratique plus accrues de la transparence et de la redevabilité.
- Les organisations de la société civile nationales se coordonnent dans les suivis de la transparence des finances publiques ainsi que dans les plaidoyers pour leur amélioration.
- Les OSC locales, surtout de jeunes sont renforcées pour vérifier si les actions sur terrain atteignent les bénéficiaires dans leur localité.
- Les médias ont accès à plusieurs sources d'informations sur la gestion des fonds COVID-19 et des finances publiques et informent mieux les citoyens.
- Les citoyens informés et conscients réclament de plus en plus la transparence et la redevabilité auprès des responsables, et bénéficieront de services/prises en charge de qualité contre la COVID-19.

Organisations de mise en oeuvre



La présente publication a été élaborée avec le financement de l'Union européenne. Le contenu de la publication relève de la seule responsabilité des Organisations de la Société Civile CCOC, OIMP, Tolotsoa, Ivorary, TI-MG, SAHA, ROHY, Ravintsara, HITSY et MSIS-tatao et ne peut aucunement être considéré comme reflétant le point de vue de l'Union européenne.

Zones d'intervention*



* Selon l'évolution de la pandémie, notamment des cas confirmés et les réponses fournies par l'Etat, les zones et districts pourraient évoluer.

Projet STEF-Covid-19

🏠 Bureau de la Société Civile – ROHY
(Ex-Bâtiment CITE) Rue Rahamefy,
Ambatonakanga Antananarivo 101, Madagascar

☎ +261 34 44 019 16 • +261 32 67 376 98

✉ stef.covid19@gmail.com
nharijaona@gmail.com

🌐 www.mangarahara.mg



S'engager pour la transparence

C'est aussi **veiller sur les plus vulnérables**



Contexte et justification

Vers la fin 2019, la Covid-19 est découvert à Wuhan, en Chine. L'OMS a qualifié la situation de pandémie le 11 mars 2020. Madagascar a été touché par la pandémie depuis début mars 2020 et le gouvernement a déclaré l'état d'urgence sanitaire le 21 mars.

Le confinement provoqua alors un fort ralentissement économique avec la fermeture de plusieurs entreprises et la mise en chômage partiel ou technique de milliers d'employés. Le secteur informel subissant un grand coup : les petits commerçants de rue, les tireurs de pousse-pousse, les lavandières, etc. ont dû arrêter leur travail ou l'ont fait à mi-temps. Les ambitions économiques du pays ont été revues à la baisse : la prévision de croissance passe de 5.5% à 0.8%.

Outre les mesures sanitaires, des mesures économiques et sociales d'accompagnement des entreprises et de la population sont prises, entre autres le report du paiement des impôts et la mise en place de programmes de protection sociale pour les populations vulnérables. En plus de ses ressources propres internes, l'Etat a bénéficié de dons d'entités privées et d'une forte mobilisation des partenaires techniques et financiers. Le Ministère de l'Economie et des Finances a déclaré, le 15 avril 2020, avoir reçu un appui financier de plus de 440 millions d'USD.

L'état d'urgence sanitaire, assorti de procédures d'exécution budgétaire exceptionnelles, augmente les risques de corruption, de détournement et d'utilisation

inadéquate des fonds, avec, par exemple, un recours abusif aux marchés de gré à gré.

Les comptes-rendus sur l'utilisation des fonds alloués à la lutte contre la covid-19, aussi bien au niveau national que dans les régions et districts, sont rares, voire inexistantes.

Le mécontentement des communautés et citoyens supposés bénéficier des aides et protections sociales va en grandissant.

Le présent projet « Suivi de la transparence et de l'effectivité des fonds COVID-19 ou STEF » est porté par un Consortium constitué par MSIS-Tatao, ONG Ivorary, TI-MG, CCOC,OIMP, ONG Tolotsoa, ONG SAHA, ONG HITSY, ONG RAVINTSARA, et ROHY.



Objectifs généraux

Le projet STEF contribue à ce que « *les ressources financières obtenues et allouées pour la mise en œuvre des réponses à la pandémie COVID-19 atteignent leurs bénéficiaires/destinations* ».



Objectif spécifique

Il s'agit de s'assurer que « *les fonds alloués au COVID-19 soient gérés de manière transparente* ».



Résultats attendus/Effets spécifiques du projet STEF

ES1 : Les décisions stratégiques & instruments & Marchés Publics (MP) au niveau national sont suivis par les OSC.

- Veille informationnelle régulière sur les décisions/informations politiques, juridiques, programmatiques/budgétaires en réponses au COVID-19 et monitoring des médias
- Analyse des instruments/mesures prises pour la lutte contre la pandémie
- Suivi des marchés publics
- Conduite d'échanges directs avec les Groupes de travail thématiques et les autres OSC
- Mise en œuvre des campagnes de plaidoyers au niveau national
- Interpellations et dénonciations sur les irrégularités et anomalies et/ou risques de détournements, malversations et/ou corruption

ES2 : L'opérationnalisation sur terrain (dans les Communes, Fokontany) des mesures/instruments sont suivis avec efficacité par les OSC locales (district, commune et Fkt) pour les bénéfices des usagers/ bénéficiaires.

- Suivi-observations des subventions communales et des CSB
- Suivi-observation des actions des CLF et des distributions des aides/vivres aux vulnérables au niveau FKT
- Suivi-observation des programmes Tosika Fameno ou autres programmes de Cash Transfer
- Opérationnalisation d'un mécanisme indépendant de signalements par Numéros verts et plateforme NTIC (Site Web et réseaux sociaux)
- Travaux d'investigation journalistiques et production d'articles/reportages des journalistes Malina

ES3 : Les citoyens et acteurs (OSC, Services Techniques) sont éduqués/conscientisés sur l'importance de la transparence de la gestion des fonds publics en réponse à la pandémie et la gestion des finances publiques en général.

- Mise en place et animation d'un siteweb et de réseaux sociaux (FB, Twitter)
- Edition et diffusion d'un bulletin mensuel d'information
- Production et/ou intervention dans des émissions radios et télé avec les médias nationaux et locaux